

FICHE D'INFORMATION

ZÉRO DISCRIMINATION ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES



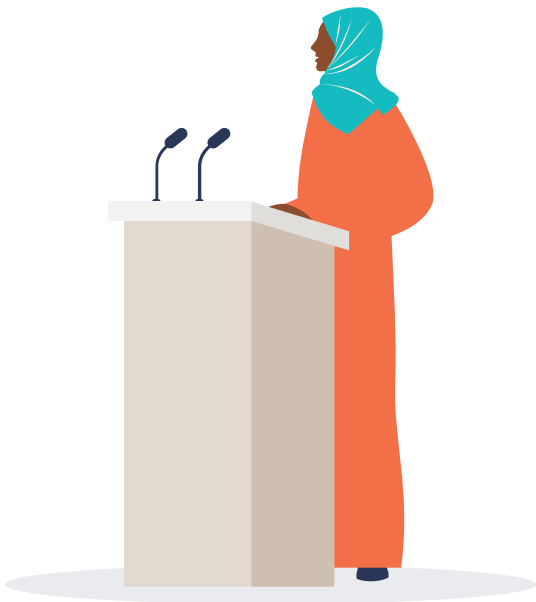
#ZÉRO DISCRIMINATION
ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES



ZÉRO DISCRIMINATION ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES

Les inégalités entre les sexes et les normes sexospécifiques nuisibles entraînent le déni systématique des droits des femmes et entravent l'avancement et l'émancipation des femmes. Ce sont également des facteurs puissants de l'épidémie de VIH qui doivent être abordés de manière à créer un monde sans sida.

À l'occasion de la Journée zéro discrimination et dans le cadre du mouvement mondial pour l'égalité des femmes et des filles, l'ONUSIDA met en évidence sept domaines dans lesquels la discrimination à l'égard des femmes et des filles persiste, en sensibilisant et en appelant au changement.



1. PARTICIPATION ÉGALE À LA VIE POLITIQUE

- À l'échelle mondiale, seuls 24,5 % des parlementaires sont des femmes.¹
- En juin 2019, 11 femmes occupaient le poste de chef de l'État et 12 étaient chef de gouvernement.²

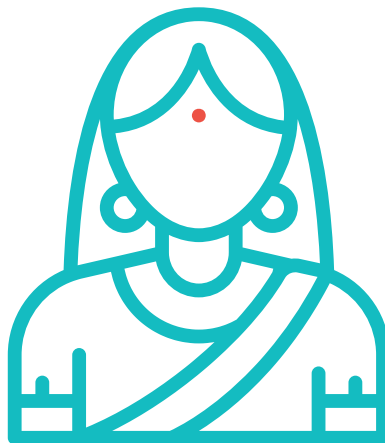
À L'ÉCHELLE MONDIALE, SEULS

24,5%

DES PARLEMENTAIRES SONT
DES FEMMES

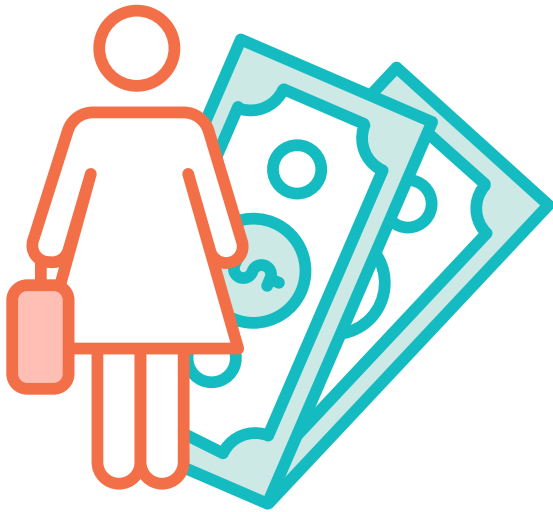
2. DROITS DE L'HOMME ET LOIS HABILITANTES

- Au moins 117 pays ont autorisé les filles à se marier légalement avant l'âge de 18 ans en 2015.
- Les lois discriminatoires affectent environ 2,5 milliards de femmes et de filles dans le monde.³
- Les lois statutaires et coutumières existantes limitent l'accès des femmes à la terre et à d'autres types de biens dans la plupart des pays d'Afrique et dans environ la moitié des pays d'Asie.
- À l'échelle mondiale, plus d'une femme sur cinq était une enfant mariée : en moyenne, plus d'une femme sur cinq a été mariée pour la première fois à l'âge de 18 ans. Cela varie considérablement d'une région à l'autre et au sein d'une même région. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud ont les taux les plus élevés, à 34 % et 29 %, respectivement.⁴
- Dans plus de 50 pays déclarants, l'âge minimum légal du mariage est plus bas pour les femmes que pour les hommes.⁵



**Au moins 117 pays
ont autorisé les filles à
se marier légalement
avant l'âge de 18 ans
en 2015.**





3. JUSTICE ÉCONOMIQUE – SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL

- Seuls 88 des 190 pays ont des lois imposant un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- À l'échelle mondiale, les femmes effectuent les trois quarts des tâches ménagères au sein du ménage.
- Cinquante pays n'ont pas de législation concernant le harcèlement sexuel sur le lieu de travail.
- Les ménages de mères seules avec de jeunes enfants sont plus susceptibles d'être pauvres que les ménages de pères seuls avec de jeunes enfants.⁶
- Les femmes gagnent en moyenne 20 % de moins que les hommes.⁷
- Les femmes sont moins susceptibles de participer au marché du travail que les hommes et sont plus susceptibles d'être au chômage dans la plupart des régions du monde ; pour 10 hommes occupant un emploi, seules six femmes ont un emploi.⁸
- Trente-six des 190 pays déclarants ne disposent d'aucune loi pour lutter contre la discrimination fondée sur le genre dans l'emploi.
- Cinquante pays n'ont pas de législation concernant le harcèlement sexuel sur le lieu de travail.

Les femmes gagnent en moyenne

20%
de moins que les hommes.



4. METTRE FIN À LA VIOLENCE SEXISTE

- Au moins une femme et une fille sur trois a subi des violences physiques et / ou sexuelles.
- Plus d'1 milliard de femmes n'ont pas de protection juridique contre la violence domestique.
- Les jeunes femmes courent un plus grand risque de violence entre partenaires intimes que les femmes adultes en général. Un tiers des femmes âgées de 18 à 24 ans ont déclaré avoir subi des violences sexuelles pendant l'enfance au Kenya (32 %), en Ouganda (35 %) et en Eswatini (38 %).

Plus d'

1 milliard
de femmes n'ont pas de
protection juridique contre
la violence domestique.

- On estime que les femmes handicapées sont jusqu'à 10 fois plus susceptibles de subir des violences sexuelles que les autres femmes.
- On estime que 14 millions de réfugiés et de femmes et de filles déplacées ont été la cible de violences sexuelles en 2019.⁹



5. ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ SANS STIGMATISATION NI OBSTACLES, Y COMPRIS L'AUTONOMIE CORPORELLE ET LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET LES DROITS CONNEXES

- Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, près de 230 millions de femmes et d'adolescentes qui souhaitent éviter une grossesse n'ont pas accès aux méthodes modernes de contraception.
- En Afrique subsaharienne, près de 50 % des femmes adultes ont des besoins non satisfaits en matière de contraception moderne, un écart qui s'élargit à 60 % chez les adolescentes (15-19 ans).
- Chaque jour en 2017, environ 810 femmes sont décédées de causes évitables liées à la grossesse et à l'accouchement ; 94 % de tous les décès maternels surviennent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

En Afrique subsaharienne, près de 50 % des femmes adultes ont des besoins non satisfaits en matière de contraception moderne, un écart qui s'élargit à 60 % chez les adolescentes (15-19 ans).

- Dans près de la moitié des 31 pays déclarants, moins de 50 % des femmes adultes (15 à 49 ans) mariées ou en union et utilisant des contraceptifs ont déclaré contrôler les décisions concernant les relations sexuelles, l'utilisation des contraceptifs et les besoins en matière de soins de santé.¹⁰
- Alors que le nombre exact de filles et de femmes dans le monde qui ont subi des mutilations génitales féminines / excision reste inconnu, au moins 200 millions de filles et de femmes dans 30 pays ont été soumises à cette pratique. Sur ces 200 millions, plus de la moitié vivent dans seulement trois pays, l'Indonésie, l'Égypte et l'Éthiopie ; 44 millions sont des filles de moins de 15 ans.¹¹

6. ACCÈS ÉGAL ET GRATUIT À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

- En 2018, environ 258 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes n'étaient pas scolarisés, ce qui représente un sixième de la population mondiale de ce groupe d'âge.
- En 2018, il y avait 32,2 millions de filles non scolarisées en âge d'aller à l'école primaire et 26,8 millions de garçons non scolarisés du même âge.¹²
- Près d'une adolescente sur trois (10 à 19 ans) des ménages les plus pauvres du monde n'a jamais été à l'école.
- À l'échelle mondiale, 9 millions de filles en âge d'aller à l'école primaire n'auront jamais la possibilité d'apprendre à lire et à écrire à l'école primaire, contre environ 3 millions de garçons.¹³
- En Afrique subsaharienne, 4 millions de filles ne fréquenteront jamais l'école, contre 2 millions de garçons.
- On estime que l'enseignement secondaire universel pour les filles en Afrique subsaharienne pourrait sauver jusqu'à 1,8 million de vies par an.¹⁴
- Un enfant élevé par une femme qui sait lire a 50 % plus de chances de survivre au-delà de l'âge de 5 ans.

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE,
4 MILLIONS
DE FILLES NE FRÉQUENTERONT JAMAIS L'ÉCOLE,
CONTRE 2 MILLIONS DE GARÇONS.





7. JUSTICE CLIMATIQUE

- Les femmes subissent de manière disproportionnée les impacts du changement climatique et d'autres risques environnementaux, en particulier dans les pays en développement.
- Le changement climatique a un impact disproportionné sur les femmes et les enfants, qui sont jusqu'à 14 fois plus susceptibles que les hommes de mourir lors d'une catastrophe climatique.¹⁵



FEMMES, FILLES ET VIH

- À l'échelle mondiale, en 2018, environ 18,8 millions de femmes âgées de 15 ans et plus vivaient avec le VIH. Cela représente 52 % de toutes les personnes âgées de 15 ans et plus vivant avec le VIH.
- Le monde est encore loin d'avoir atteint l'objectif mondial de réduction des nouvelles infections à VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes à moins de 100 000 d'ici 2020 : en 2018, ce nombre était de 310 000 [190 000–460 000], trois fois supérieur à l'objectif.
- Chaque semaine, environ 6000 jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont infectées par le VIH. Cela représente 860 cas chaque jour.
- À l'échelle mondiale, les adolescentes et les jeunes femmes représentaient 60 % des 510 000 [300 000–740 000] nouvelles infections à VIH estimées dans ce groupe d'âge en 2018.
- En Afrique subsaharienne, la région où les épidémies de VIH sont les plus importantes au monde, les femmes représentaient 59 % des nouvelles infections à VIH chez les adultes (âgés de plus de 15 ans) en 2018.
- Les maladies associées au sida restent la cause principale de décès chez les femmes en âge de procréer.
- Près de 82 % [62 → 95 %] des femmes enceintes vivant avec le VIH dans le monde recevaient un traitement antirétroviral, qui empêche également la transmission du VIH à leur enfant, en 2018.
- Il a été constaté que la violence entre partenaires intimes augmentait de 50 % les risques que les femmes contractent le VIH dans les zones à forte prévalence du VIH.
- Les professionnelles du sexe transsexuelles sont 11 fois plus susceptibles de vivre avec le VIH que les autres femmes. Les femmes incarcérées sont cinq fois plus susceptibles que les autres femmes



de vivre avec le VIH. Les femmes qui s'injectent des drogues sont 17 fois plus susceptibles que les autres femmes de vivre avec le VIH.

- Les enquêtes dans les pays à revenu faible et intermédiaire avec des données pour 2013-2018 montrent que moins d'un jeune sur trois avait des connaissances précises sur la transmission et la prévention en matière de VIH. En Afrique subsaharienne, sept jeunes femmes sur 10 n'ont pas de connaissances complètes sur le VIH.
- En 2019, les adolescents de moins de 18 ans avaient besoin d'un consentement parental explicite dans 105 des 142 pays pour passer un test de dépistage du VIH, et dans 86 des 138 pays déclarants, ils avaient besoin d'un tel consentement pour accéder au traitement et aux soins du VIH.
- Le travail du sexe est criminalisé ou autrement puni dans au moins 88 pays.
- Les personnes transsexuelles sont criminalisées et / ou poursuivies dans 19 pays.
- Les relations homosexuelles sont criminalisées dans au moins 66 pays et sont passibles de la peine de mort dans au moins 10 pays.
- Des lois criminalisant la transmission, la non-divulcation ou l'exposition au VIH existaient dans 82 des 119 pays déclarants en 2019.
- Six pays ont signalé que la transmission verticale du VIH reste une infraction pénale.
- Treize pays ont déclaré avoir mis en place des lois, des réglementations ou des politiques sur le dépistage obligatoire du VIH en vue du mariage en 2019.
- En 2019, seulement 45 des 106 pays déclarants avaient des programmes d'aiguille-seringue pour les personnes qui s'injectent des drogues, et seulement 48 (sur 134 pays déclarants) ont fourni un traitement de remplacement aux opiacés.
- En 2016, 2,57 millions de personnes vivant avec le VIH étaient touchées par des urgences humanitaires dans le monde, dont au moins la moitié étaient des femmes.

**METTRE UN
TERME À LA**

VIOLENCE

**BASEE SUR
LE GENRE**



**« Soit les femmes
montreront l'exemple
à l'avenir pour se
réconcilier avec la Terre,
soit l'humanité n'aura pas
d'avenir du tout. »**

VANDANA SHIVA

Contact

UNAIDS Media | tél. +41 22 791 42 37
communications@unaids.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook, Twitter, Instagram et Youtube.

1. <http://archive.ipu.org/wmn-e/world.htm> (octobre 2019).
2. Calcul d'ONU Femmes basé sur les informations fournies par les missions permanentes auprès des Nations Unies. Certaines dirigeantes occupent des postes de chef de gouvernement et de chef d'État. Seuls les chefs d'État élus ont été pris en compte. <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>.
3. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2019/equality-in%20law-for-women-and-girls-en.pdf?la=en&vs=5600>.
4. <https://blogs.worldbank.org/worldbank/opendata/love-marriage-and-development-4-observations>.
5. Les femmes, les affaires et la loi. Washington, DC : Banque mondiale, 2018 (<https://wbl.worldbank.org/en/reports>, consulté le 10 janvier 2020).
6. <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/products/worldswomen/documents/Poverty.pdf>.
7. Perspectives sociales de l'emploi dans le monde - Tendances pour les femmes 2018. OIT.
8. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_619119/lang-en/index.htm.
9. ONUSIDA. Nous avons le pouvoir : les femmes, les adolescentes et la riposte au VIH. Genève : ONUSIDA, 2020.
10. ONUSIDA. Nous avons le pouvoir : les femmes, les adolescentes et la riposte au VIH. Genève : ONUSIDA, 2020.
11. https://www.unicef.org/media/files/FGMC_2016_brochure_final_UNICEF_SPREAD.pdf.
12. <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/new-methodology-shows-258-million-children-adolescents-and-youth-are-out-school.pdf>.
13. <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/new-methodology-shows-258-million-children-adolescents-and-youth-are-out-school.pdf>.
14. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000192470>.
15. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/sdg-report-gender-equality-in-the-2030-agenda-for-sustainable-development-2018-en.pdf?la=en&vs=948>.